

Le saint-bernard des tortues...

Passionné de tortues, Jean-Marc Ducotterd consacre tout son temps libre ou presque à les protéger et les choyer. De la joie à la clef



Jean-Marc Ducotterd, aux petits soins pour ses tortues.

Thierry Porchet

Pas de repas à la maison ou au restaurant. A la pause de midi, Jean-Marc Ducotterd file avec son casse-croûte au Centre de protection et de récupération des tortues (PRT) qu'il a créé il y a plus de 20 ans à Chavornay. C'est là, au milieu de ses 1200 protégées, qu'il dîne sur un coin de table, contrôlant que ses pensionnaires, aquatiques et terrestres, ne manquent de rien. Un refuge réunissant pas moins de 60 espèces différentes, dont certaines rares, qui occupe tout le temps libre ou presque de ce chef de service de la commune d'Orbe. Une passion que cet homme de 55 ans, marié et père de deux enfants, cultive depuis l'enfance. «Déjà gamin, j'aimais les reptiles mais je n'en ai jamais eu» raconte Jean-Marc Ducotterd qui entamera sa longue histoire d'amour avec ces animaux à l'âge de 20 ans. «A cette époque, ma future femme avait une amie qui voulait remettre ces deux tortues d'eau.» Achat d'un aquarium et de livres: Jean-Marc Ducotterd se lance dans l'aventure qui l'amènera, petit à petit, à l'ouverture du centre PRT, commençant d'abord par sauver, dans son jardin, des spécimens abandonnés avant de fonder un Club des amis de la tortue. Et ce, toujours en marge de son travail. Un parcours professionnel qu'il débute comme mécanicien électronique avant de suivre différentes formations en cours d'emploi

pour devenir chef de projet puis conseiller en communication et en environnement.

Quelques grammes ou une tonne

«Les raisons de mon attrait pour les tortues? Leur diversité. Leur longévité. Les tortues ont traversé les âges, présentes sur le globe il y a déjà plus de deux millions et demi d'années. Elles peuvent peser entre quelques grammes et plus d'une tonne. Elles ont colonisé les mers, les lacs, les déserts, les forêts tropicales, capables de s'adapter à tous les milieux, pouvant vivre, selon les espèces, entre 30 et 150 ans. C'est fascinant», s'enthousiasme Jean-Marc Ducotterd, conscient de l'étonnement que peut susciter un tel engouement alors qu'il n'y a pas vraiment de contacts possible avec ces animaux. «Ils me reconnaissent néanmoins. Quand j'entre dans le parc, certains viennent vers moi. C'est papa qui arrive... Et puis, j'étais peut-être une tortue dans une vie antérieure, rigole cet homme qui, aidé d'une vingtaine de bénévoles, s'est donné pour mission de recréer des conditions de vie acceptables pour les pensionnaires du centre. Un lieu répondant à un réel besoin. «Beaucoup de personnes se débarrassent de leur animal et il n'y a pas d'autres associations pour les récupérer. On vit aujourd'hui dans une société de consommation où l'on prend et jette sans autres. Depuis trois ans, nous recevons en

moyenne une tortue par jour», déplore Jean-Marc Ducotterd qui œuvre aussi à retrouver un foyer pour les tortues abandonnées. «On en replace entre 100 et 150 par année. Les personnes qui les adoptent s'acquittent d'un montant de 30 à 350 francs pour participer à nos frais de fonctionnement. Elles s'engagent par ailleurs à nous les rendre si elles n'en veulent plus.» Une situation qui se révèle néanmoins critique, le refuge arrivant à saturation. «On manque d'espace. Il y a des tortues partout. Nous cherchons des fonds pour construire un nouveau centre», poursuit le responsable qui confie être parfois révolté par l'état dans lequel arrivent certaines de ses protégées. Malades. Avec des pattes cassées... «C'est choquant, même si on n'a pas fait exprès. Les tortues nécessitent des soins adaptés, une bonne nourriture. Cela prend du temps et il faut aussi tenir sur la durée vu leur longévité», relève le spécialiste rappelant qu'il y a des espèces végétariennes, carnivores, qui ne mangent que des fruits... mais aussi d'autres engloutissant tout, les opportunistes, comme la tortue suisse, en phase de réintroduction dans nos frontières... «Ma préférée? La tortue hargneuse. Une espèce très discrète. Aux allures de dinosaure. Un peu mal aimée.» De quoi émouvoir cet homme à l'âme de saint-bernard que des décennies au service de la cause n'ont pas rendu moins sensible. Bien au contraire. Un pur, animé d'une véritable éthique envers les animaux.

Toute une ménagerie

«Il faut leur donner tout ce qu'on peut pour les rendre heureux, sinon mieux vaut ne pas en prendre», affirme encore Jean-Marc Ducotterd accueillant également chez lui une centaine de tortues mais aussi des chiens, des chats et des perroquets. Toute une ménagerie propre à colorer le quotidien bien rempli de cet homme. Qui, de nature optimiste, entouré de l'amour de sa famille et de ses amis, dit aimer la vie. Et avoir la capacité à rebondir, à surmonter les épreuves qui ne l'ont, au demeurant, pas épargné. Porté par l'équilibre que lui apportent ses proches, le partage et aussi son plaisir des voyages, contribuant à mettre du bonheur dans sa vie. Tout comme, bien évidemment, ses tortues. «Je ressens de la joie à essayer de leur donner du bien-être. C'est hypergratifiant même si elles ne sont pas démonstratives», affirme le quinquagénaire qui espère désormais pouvoir leur construire un nouveau toit. Une spacieuse oasis de serres et jardins... reconstituant au plus près leur milieu naturel... à défaut de pouvoir, rêve inconcevable, leur rendre leur liberté première.

Sonya Mermoud ■

Davantage d'informations: www.tortue.ch

Le projet du Conseil fédéral mène à une péjoration des conditions de travail

communiqués

Unia refuse le projet de mise en œuvre de l'initiative contre l'immigration de masse. Le syndicat estime que la modification proposée de la loi fédérale sur les étrangers péjore les conditions de travail et attise la xénophobie. Il est convaincu qu'il n'y a pas d'alternative à une relation dûment réglée avec l'Union européenne. Unia continue dès lors de soutenir la libre circulation des personnes, à condition que des salaires suisses soient versés en Suisse. Pour ce faire, un renforcement clair des mesures de lutte

contre le dumping salarial et social, ainsi qu'une protection contre les licenciements sont indispensables.

Le projet du Conseil fédéral conduit à une péjoration des conditions de travail. L'introduction de contingents renforce encore les pressions sur le marché du travail, ce qui se traduit par une dégradation des conditions de travail et par davantage d'emplois précaires.

La protection des conditions de travail valables en Suisse passe par une augmentation des contrôles et le renforcement des sanctions en cas de dumping salarial. Des instruments adéquats doivent être introduits, notamment la possibilité de suspendre les travaux en cas de soupçons de sous-enchère salariale et le renforcement de la protection contre les licenciements. Unia s'opposera fermement à toutes tentatives qui viseraient à affaiblir les moyens de protection.

La discussion menée actuellement par le Conseil fédéral à propos des contingents et de la préférence nationale discrimine les salariés sans passeport suisse. Elle les rend fausement responsables des problèmes sur le marché du travail et conduit à un accroissement de la xénophobie. Sans l'apport croissant des salariés sans passeport suisse, notre pays n'aurait jamais pu jouir du développement économique qu'il a atteint ces dernières années.

Unia reste persuadé que les accords bilatéraux avec l'Union européenne doivent être poursuivis. C'est important pour la Suisse toute entière. Par contre, ces derniers ne sont pas possibles sans la libre circulation des personnes.

Unia ■

Craintes et revendications

L'Union syndicale fribourgeoise (USF) a tenu son assemblée des délégués le 29 mai dernier à Marly. Lors de cette assemblée, elle a présenté son rapport d'activités à ses fédérations réunissant 12 000 membres dans le canton. L'ensemble des syndicats représentés au sein de l'USF – Unia, SSP Syndicom et le SEV – ont exprimé leurs craintes, mais aussi leurs revendications pour les mois à venir. La mise en place de la troisième réforme du taux d'imposition des entreprises (RIE III) ainsi que l'avenir du service public du canton sont au cœur des préoccupations de l'USF. Soucieuse de l'avenir des retraites et de la réforme du projet de prévoyance actuel, elle invite la population à voter oui sur l'impôt sur les successions. Ainsi, une première solution serait trouvée pour renforcer l'AVS. La deuxième partie de l'assemblée a traité de la question du franc fort. Dans son intervention, Pierluigi Fedele, membre du comité central Unia, a présenté le contexte de la conjoncture actuelle et les prévisions probables pour les mois à venir. Pour le canton de Fribourg, les syndicats enregistrent une recrudescence d'annonces d'augmentation du temps de travail par les entreprises.

En vue des votations de cet automne, François Ducrest en tant que président de l'USF a notamment rappelé que les salariés du canton devaient voter en prise de conscience sur les députés qui les représenteront.

Enfin, les militants de l'Union syndicale fribourgeoise ont adopté une résolution pour exiger le retrait immédiat de la procédure de résiliation des rapports de travail à l'encontre de la directrice de la crèche «Les Gribouilles» suite à la journée de grève du 31 mars dernier.

USF ■

Christophe Gallaz
journaliste, écrivain

de
biais

Eloge du verbe irrécupérable

Quel rapport y a-t-il entre l'usage que nous faisons collectivement de la parole en Suisse, et la transformation politique ou sociale dont cette parole est capable dans les faits? Formidable thème de réflexion, qu'on peut définir en formulant trois questions successives.

La première: qui, parmi nous, «dit» efficacement la réalité collective du moment, de telle sorte que l'ordre politique se sente sommé d'agir pour lui porter remède?

Deuxième question: qui «dit» cette réalité de façon trop rituelle et trop prévisible, comme fait souvent la gauche, hélas, au point que cette réalité ne change jamais?

Troisième question, enfin: qui «taut» cette réalité, ou qui la nie, tout simplement, de telle sorte qu'elle en devient invisible autant qu'ignorée?

Je retiens deux cas pour articuler la réflexion. Le cas suisse, bien sûr,



parce que nous vivons ici. Et le cas français, parce que la France est notre voisine. Et je fais d'emblée ce constat synthétique: de ce côté-ci de la frontière on «sous-dit» les choses, et de l'autre on les «sur-dit».

En Suisse, en effet, nous avons majoritairement refoulé le langage de la souffrance et de l'injustice. Nous avons majoritairement refoulé le langage qui prononcerait une critique aiguë des valeurs ambiantes; du bien-être mal acquis; du progrès qui s'accomplit au prix de mille dégâts collatéraux; de la rationalité froide et calculatrice qui tue l'affect; ou de la pratique politique aidant moins la Cité que les affaires. En France? C'est l'inverse. Le langage de la souffrance et de l'injustice n'est pas refoulé, mais il est prononcé d'une manière qui sert d'abord à fortifier le

statut de ceux qui l'énoncent. Il n'est pas prononcé d'une manière qui serait au service de l'intérêt général. Il instaure dans l'Hexagone un combat de coqs entre le poulailler d'en bas et le poulailler d'en haut – le poulailler qui souffre et le poulailler qui règne. Tout cela n'est pas sans conséquence.

Les Suisses, en refoulant la parole de la souffrance et de l'injustice, ont laissé celle-ci les imprégner dans les faits. Cette souffrance et cette injustice sont devenues chez eux d'autant plus réelles, comme des cancers: celui du protectionnisme bancaire qui favorise les puissants, celui de la duplicité politique verbale exercée vers l'extérieur et l'intérieur, ou celui du scoutisme patriotique de type UDC.

Or quand tous ces cancers vont jusqu'à menacer l'ordonnance du système, des prêcheurs montent sur le podium. Ils n'y prononcent pas la souffrance et l'injustice les plus quotidiennes et les

plus discrètes, bien entendu, et ne vont pas à leurs causes les plus profondes. Ils en évoquent seulement les symptômes les plus criants, la matière première de leurs sermons.

C'est pourquoi l'on trouve en Suisse beaucoup de cancéreux encadrés par beaucoup de prêcheurs, et qu'on y trouve peu d'échanges dialectiques inventifs. C'est aussi pourquoi l'on y trouve encore plus rarement, bien sûr, une parole autocritique.

Pendant qu'en France, où le langage du Mal est prononcé principalement pour fortifier le statut de ceux qui l'énoncent, une hiérarchisation se produit. On dirait un combat de coqs aveuglés par leur ambition. Ils ne voient plus le paysage autour d'eux, mais seulement leur adversaire. Le paysage peut crever, ça leur est égal, pourvu qu'ils rejoignent le poulailler qui règne.

Ainsi plaiderais-je pour une stratégie du «sous-bois». Ce «sous-bois», c'est le

lieu d'une certaine enfance. D'une enfance pas forcément personnelle, mais plutôt de cette enfance qui précède le langage en tant que code institué.

On serait d'«avant» la Suisse qui «sous-dit» et d'«avant» la France qui «sur-dit». On serait d'«avant» les postures intellectuelles et partisans. On serait dans le sous-bois d'où pourraient partir la critique et la contestation les plus percutantes, non machinales et non ritualisées.

On serait dans l'indignation fondamentale et privée d'étiquette idéologique et partisane. On serait dans le combat irrécupérable, un peu comme était Edmond Kaiser, pour ceux qui s'en souviennent, à propos des enfants maltraités sur la planète.

Il appartient peut-être aux milieux de la culture d'inventer cette parole du «sous-bois» pour en contaminer l'ordre politique et médiatique, loin de toute incantation mélodramatique. Aux gens de cœur, en tout cas, et de colère.